# Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

**SAMEDI 19 MAI 1984** 

N° 254

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe. Pour l'émancipation peuples de Martinique et de Guadeloupe: Pour la reconstruc tion de la IVéme Internationale.

PRIX : ANTILLES 2,50 F

# Editorial

CITROEN: LE GOUVERNEMENT FAIT MINE D'ETRE PLUS SOU-PLE MAIS POUR MIEUX FAIRE PASSER SA POLITIQUE FAVORA-BLE AU PATRONAT.

La grève des ouvriers dans les usines Citroën se poursuit. Face à ce conflit, le gouvernement quant à lui, semble avoir adopté une nouvelle attitude. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales propose la réduction du temps de travail à 35 heures et la mise en formation d'un certain nombre d'ouvriers. Il déclare vouloir régler ce conflit dans les plus brefs délais et dans le même temps a multiplié les contacts avec les différentes parties concer-

Le ton et l'attitude du gouvernement sont donc assez différents de ce qu'ils ont été lors du conflit de Talbot ou à l'occasion des licenciements des métallurgistes lorrains. L'attitude de Bérégovoy peut sembler moins dure par exemple que celle de Fabius déclarant que le plan acier sera maintenu vaille que vaille. Peut-être la succession des luttes ouvrières commence-t-elle à donner une peur salutaire au gouvernement de gauche, qui lui aussi, s'aperçoit que la multiplication des conflits ne pourrait que le discréditer toujours plus et rendre difficile en particulier le soutien que lui porte la CGT. Alors pour éviter d'avoir à affronter de façon directe le mécontentement ouvrier et faire semblant de tenir compte de ce que dit la CGT, le gouvernement a décidé de donner l'impression dans le conflit Citroën de faire un geste, en proposant à la direction de Citroën d'appliquer les 35 heures et aussi la formation pour des ouvriers licenciés.

Les ouvriers accepteront-ils un tel marché? La CGT saisira-t-elle cette perche que lui tend le gouvernement pour appeler dans quelques jours à la reprise du travail ? Il est difficile de répondre à ces questions au moment où nous écrivons.

Mais ce qui est certain, c'est que les travailleurs auraient tort de croire à un changement de politique de la part du gouvernement. Mauroy, Bérégovoy, Delors, Mitterrand poursuivent la même politique, une politique favorable nat. Cela est si vrai qu'au moment même où Bérégovoy fait des propositions Pierre Mauroy déclare : «il faut que la productivité de l'industrie automobile augmente en France, si elle veut être compétitive au plan international». Cela signifie pour eux qu'il faut moderniser et licencier.

C'est le même langage que tenait déjà Barre. C'est le même langage que tiennent tous les tenants de la société capitaliste. L'argument consiste à faire croire qu'il faut permettre aux capitalistes de s'enrichir et d'investir pour qu'ils puissent ensuite créer des emplois.

Mais les travailleurs savent que tout

cela est mensonge. Les gouvernements, aussi bien celui de Barre que celui de Delors, ont accordé des milliards de subventions aux patrons de la sidérurgie. Çà ne les empêche pas aujourd'hui de licencier par milliers des travailleurs. Le chômage ne cesse

talistes robotisent et modernisent à tout Alors Bérégovoy fait mine aujourd'hui dans ce conflit et face à la grève des ou-

d'augmenter au moment même où les capi-

vriers de lâcher du lest, mais c'est pour

Suite page 4

# Martinique:

# LA CGTM ET LES COOPERATIVES AGRICOLES une motion qui évite de poser les vrais problèmes.



Pour que les travailleurs aient la terre, il faut qu'ils l'arrachent.

La chambre syndicale CGTM des ouvriers agricoles s'est réunie le 6 mai et à l'appel de la direction de la CGTM, les ouvriers présents, au nombre d'une soixantaine ont voté une motion dans laquelle ils «Décident d'appeler le gouvernement de la gauche française, et tous les élus qui soutiennent cette gauche (Conseil régional, conseillers généraux de gauche, municipalités de gauche, etc.) à aider les travailleurs martiniquais à prendre en mains par des coopératives, avec l'aide de la SAFER. toutes les terres ou les travailleurs sont actuellement menacés, tout spécialement Vivé au Lorrain et Morne Etoile à Saint Pierre.»

Cette prise de position intervient avec la grève de Morne Etoile, qui comme nous le rappelons par ailleurs oppose les travailleurs de cette habitation au béké Noël de Reynal.

Comme jusqu'à maintenant le béké n'a pas voulu céder, les responsables de la CGTM ont impulsé cette prise de position afin de montrer qu'eux iraient jusqu'à demander la transformation de la propriété des patrons en coopératives d'ouvriers agricoles. Par ailleurs «Justice» l'organe du PCM a fait un grand article, monfrant qu'il soutient une telle prise de

De telles déclarations de la direction de la CGTM et du PCM n'invitent assurément pas les travailleurs agricoles à arracher la terre des mains de leurs exploiteurs pour décider ensuite de ce qu'ils feront de ces terres.

Bien au contraire, ils tentent de créer l'illusion que le gouvernement pourrait se substituer aux actuels propriétaires, en les dédommageant grassement au passage, puis aiderait les cultivateurs à s'organiser en coopératives.

Et même si le gouvernement actuel décidait de prendre de telles mesures, cela ne solutionnerait pas pour autant le problème des cultivateurs. On a bien vu comment ont été menées les opérations de reprises de terres par la SAFER (Société d'aménagement foncier et rural) en Guadeloupe où quelques gros propriétaires fonciers ont pu vendre leurs terres à l'état à prix d'or. Plusieurs années après les petits planteurs, les colons ne peuvent toujours pas jouir de ces terres. Cette opération, menée en dehors de tout contrôle et donc de

toute mobilisation des travailleurs agricoles ne profite qu'à quelques fonctionnaires qui achètent les terres loties ou à quelques agriculteurs riches prêts à mener des expériences capitalistes dans l'agriculture.

Mais la majorité des petits planteurs n'ont aucune chance de bénéficier de ce type de restructurations qui sont menées dans le cadre de la répartition bourgeoise des terres par l'état capitaliste lui-même.

Et même pour appliquer de telles mesures aussi limitées, le gouvernement actuel n'est guère prêt à bousculer les gros propriétaires, même en les dédommageant, si ces derniers ne désirent pas eux-mêmes se débarrasser de leurs terres, comme cela fut le cas pour les terres à canne des sociétés sucrières de Guadeloupe.

Pour que les travailleurs agricoles de Martinique aient la terre, décident librement de ce qu'ils vont cultiver et de comment, ils vont s'organiser, il faudra qu'ils l'arrachent des mains de leurs exploiteurs.

Alors le fait de présenter une motion telle que celle prise par la Chambre syndicale CGTM des ouvriers agricoles, comme une solution pour résoudre le problème des paysans et ouvriers sans terre ne peut que servir à créer chez eux des illusions.

Illusion qu'il est possible pour les travailleurs de compter sur le gouvernement de gauche, ses élus, ses assemblées et autres machins, pour régler leurs problèmes.

Illusion que dans la lutte farouche qui se déroule entre la bourgeoisie capitaliste et les travailleurs, ces derniers peuvent arriver à se faufiler et à gagner sans avoir à affronter le pouvoir des riches.

Or toute la politique, du gouvernement de gauche depuis trois ans montre très clairement que ce gouvernement pas plus que ceux qui l'ont précédé n'est au service des travailleurs. Toute sa politique consiste, en cette période de crise, à aider les patrons, en dépouillant les travailleurs tant de leur emploi que des maigres avantages acquis.

Mais cela le PCM et la direction de la CGTM ne veulent pas le dire aux travailleurs.

### Guadeloupe: ELECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES EN SERIE

Depuis plusieurs mois, on assiste à une vague d'annulations d'élections municipales tant en France qu'aux Antilles. Il est difficile de connaître les motivations réelles du Conseil d'état qui habituellement n'est pas si soucieux du respect des textes de la «démocratie électorale».. Alors, manoeuvres politiciennes, juridisme pointilleux, les deux à la fois, tout cela est possible.

Toujours est-il qu'en Guadeloupe, nous avons eu droit à l'annulation des élections de Bouillante et de Morne-à-l'eau, de Deshaies, du Moule, de St-François et en Martinique ce sont celles de Fort-de-France qui viennent d'ê-

Ces élections sont loin d'être partout au centre des débats et des discussions, mais, dans les communes où elles se déroulent, elles créent une animation propice aux discussions et beaucoup de gens y portent un intérêt. D'autant plus que les problèmes intéressant les habitants de la commune sont bien souvent au centre des débats et préoccupent la popula-

Si à Bouillante et Morne-à-l'eau ce sont les équipes en place qui sont retrouvées gagnantes, il n'en sera peut-être pas de même partout, en particulier à St-François où une liste de droite sortante dirigée par Bernier a fort à faire avec une liste de gauche dirigée par Moutoussamy député communiste de la 1ère circonscription. Dans cette commune, la droite a largement profité lors des dernières élections de la présence des blancs installés depuis quelque temps autour du circuit touristique et les familles békés y ont fait inscrire un bon nombre de parents résidant pourtant à Pointe-à-Pitre ou ailleurs. Mais, il n'empêche que depuis quelques années, l'opposition à Bernier est de plus en plus importante.

Au Moule trois listes sont en présence : une liste de gauche dirigée par Florent Girard, celle de Beaubois et celle du maire sortant, Beaulean.

Evidemment, au cours de ces élections comme toujours, les petites magouilles, les achats de conscience, les dépenses énormes faites par les riches pour tenter de corrompre des

travailleurs, tout cela sera présent et ceux qui s'y opposent devront les combattre avec éner-

Cependant, au niveau de la commune, la population s'intéresse à ce qui se dit et se fait en son nom, car bien des débats se trouvent aussi au centre de ce qui touche à sa vie quoti-

Hormis cet intérêt que la population porte aux élections municipales, il est bien certain que ce type d'élection ne peut changer

Néanmoins, même si ils n'ont pas d'illusions à se faire, les travailleurs, les jeunes, les chômeurs, peuvent-ils au moins contrôler d'un bout à l'autre toutes les affaires communales. prendre eux mêmes les décisions qu'ils jugent bonnes et ne laisser personne décider à leur place.

C'est pour réaffirmer cela, et faire savoir à un grand nombre de jeunes, de femmes, de travailleurs du Moule qu'une telle expérience est possible que certains de nos camarades sont présents dans ces élections sur une liste conduite par Florent Girard.

# LES ELECTIONS MUNICIPALES DE FORT DE FRANCE : de nouvelles élections pour une même politique.

De même qu'à Trinité, les élections de Fort-de-France ont été cassées par le Conseil d'Etat pour le même motif : une erreur matérielle de la Préfecture a fait que le nombre de sièges de conseillers municipaux à pourvoir était trop élevé : 55 au lieu de 53. Ainsi, à Fort-de-France, la liste PPM obtenait 48 sièges contre 7 à la liste de Max Elizé aux municipales de mars 1983. Le PPM obtenait carrémment les 3/4 des suffrages exprimés. Et c'est ce vote que le Conseil d'Etat vient de juger non conforme en renvoyant les électeurs

Le jeudi 3, Césaire a donc tenu un discours au Théatre Municipal pour réaffirmer qu'il se présentait ; il n'y a donc rien eu de nouveau sous le soleil de ce point de vue.

Par contre il a tenté de justifier sa politique de soutien au gouvernement actuel. Il a affirmé qu'il fallait saisir la chance actuelle que représente le gouvernement de gauche pour défendre les intérêts des Martiniquais.

Et le seul argument que Césaire a pu trouver en faveur du gouvernement actuel, c'est qu'au contraire de ses devanciers il reconnaît la «personnalité martiniquaise».

On le voit donc, ce n'était pas tant un discours à propos des élections municipales qu'un plaidoyer pour justifier une politique dont la population ne voit aucun bienfait

Et en quoi la «reconnaissance de notre personnalité» par le Parti Socialiste au pouvoir depuis maintenant 3 ans a changé quelque chose au fait colonial existant? Un seul fait suffit à montrer que c'est encore en France que tout ce décide : Aimé Césaire est président du conseil régional. On pourrait s'attendre à ce que ce soit au sein de cette assemblée qu'il passe l'essentiel de son temps. Mais non, c'est en réalité Darsières qui préside cette assemblée l'essentiel du temps. Césaire pendant ce temps fait le pied de grue en France, là où réside réellement le pouvoir, dans l'espoir que les députés de l'assemblée nationale française trouveront quelques heures à consacrer dans leur «travail» parlementaire afin que les compétences du conseil régional soient vo-

Donc même cette histoire de respect de la personnalité n'est qu'une...histoire. Tout au plus peut-on reconnaître que le gouvernement socialiste a ouvert un certain nombre de postes électifs aux hommes de gauche, alors que c'est la droite qui les détenait auparavant.

En fin de compte une conférence où on a vu un parti progressiste s'évertuant à défendre une politique qu'il sait de plus en plus impopulaire parmi les travailleurs.

# Martinique: LES EXCLUS DU PCM CREENT L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE PATRIOTIQUE: une orientation qui semble tourner le dos à la création d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire.

Après les exclusions de Trinité, c'est au tour de la majorité du comité de section de Morne-Rouge de démissionner du P.C.M et d'appeler à la construction d'un nouveau parti communiste. D'ores et déjà, il y a une vingtaine de militants du P.C.M qui ont démissioné du parti communiste, sans compter ceux qui s'apprêtent à le quitter, soit parce qu'ils sont mal à l'aise, soit comme ceux de Schoelcher parce que leur comité de section a été dissout.

Ce qui frappe, c'est la volonté de la majorité du PCM de garder un aspect administratif aux problèmes actuels. S'il y a des exclus dit en substance la direction du PCM c'est parce qu'ils soutiennent des ex-militants qui ont violé gravement la discipline au conseil régional (Emmanuel et Marimoutou).

Pourtant le problème est politique. Ce dont il s'agit c'est bien de la contestation de la politique actuelle du PCM par une fraction de ses militants, même si cette contestation se situe essentiellement pour l'instant sur un terrain nationaliste. Visiblement par leur façon de procéder et de présenter les choses, les dirigeants du PCM veulent surtout éviter tout débat politique, tout débat d'idées.

Mais il faut dire aussi que ceux qui quittent le PCM, s'ils reprochent au PCM son «assimilationnisme» ne proposent pas une politique qui permette aux travailleurs de défendre leurs intérêts dans la situation actuelle.

A la suite de Marimoutou et d'Emmanuel les exclus démissionnaires du PCM reprochent donc à leur ancien parti d'être «assimilationniste», en fait, de défendre l'intégration au sein de l'état français.

vailleurs. C'est là le fait Primordial de toute la période actuelle.

gande pour l'indépendance nationale : en re-

vendiquant l'indépendance, ces organisations

ne visent pas autre chose que permettre à la

bourgeoisie nationale martiniquaise d'agrandir

ses possibilités d'exploitation et de domina-

tion en se débarrassant de son rival, la bour-

geoisie française. En disant vouloir la «défense

de la nation martiniquaise» en s'affirmant «ré-

volutionnaire patriotique » les exclus du PCM

disent d'emblée que dans l'immédiat, ils se si-

tuent plus sur le terrain de la bourgeoisie na-

en définitive que le voile pudique dont se pare

en général toute organisation nationaliste de

le problème est significative de leurs préoccu-

pations : les dissidents ont choisi de faire por-

ter l'essentiel de leurs critiques sur ce qu'ils

appellent l'«assimilationnisme du PCM». Que

le PCM soit assimilationniste, c'est peut-être

vrai. Mais du point de vue des intérêts de la

classe ouvrière, ce n'est vraiment pas l'à l'es-

sentiel. Pour qui se place sur le terrain de la

lutte des travailleurs contre la bourgeoisie il

est plus important et plus décisif de dénoncer

le fait qu'en cette période de crise le PCM en

Martinique soutient la politique du gouverne-

ment, lequel est un gouvernement qui soutient

le patronat. Il ne mène aucune lutte un tant

soit peu hardie contre les patrons et contre la

politique gouvernementale dite «de rigueur».

Le PCM approuve dans les faits les attaques du

gouvernement contre le niveau de vie des tra-

Leur réfèrence aux travailleurs n'apparait

Du reste, la manière même dont ils posent

tionale que sur celui de la classe ouvrière.

pays sous-developpé.

Ils ont décidé de construire une organisation révolutionnaire patriotique, qui prenne en compte la défense des intérêts des travailleurs et de la nation martiniquaise.

Qu'est-ce que cela signifie ? Les révolutionnaires maxistes savent qu'il y a opposition entre les termes de communiste et de patriote. Et cela, pas simplement parce que Marx écrivait en 1848 «les prolétaires n'ont pas de patrie». Mais parce que actuellement, derrière le mot patriote se regroupent des classes sociales différentes et même opposées : la bourgeoisie, elle aussi est «patriote». Son patriotisme, c'est la volonté pour elle d'avoir une patrie, un état national à l'intérieur des frontières duquel elle pourra exploiter et écraser le prolétariat, les pauvres.

C'est ce but-là que visent bon nombre d'organisations lorsqu'elles font de la propa-

Et les dissidents sont muets sur ce plan-là. Faut-il croire qu'eux aussi soutiendraient la

politique d'austérité gouvernementale ? Les communistes n'ont pas d'intérêts autres que ceux de la classe ouvrière. Ils ne défendent pas les intérêts de la nation martiniquaise ou autre. Les communistes luttent pour la prise du pouvoir par le prolétariat, pour l'instauration d'une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression.

Pour renverser la bourgeoisie, les travailleurs ont besoin d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire, instrument nécessaire à leur libération, et non pas d'une «Orgnaisation patriotique Révoltionnaire».

Force est de constater que cette préoccupation n'apparait pas dans les critiques des dissidents du PCM.

**JACQUES BRUEL** 

# Qui sont les militants du MPGI et de Radio Unité emprisonnés :

## MARIE LINE PETER



Marie-Line Peter fait partie des trois militants emprisonnés à Fort-de-France après avoir été arrêtés en Guadeloupe et mis en garde à vue au Morne Vergain.

On lui reproche une soi-disant participation aux attentats de novembre dernier. Elle est née à Marie-Galante Grand-Bourg, de famille aisée. Après avoir effectué ses classes primaires à Marie-Galante, elle fait des études de lettres à Pointe-à-Pitre et à Fort-de-France jusqu'à la licence. Dans le même temps elle milite à l'AGELAG (l'association générale des étudiants lettres antilles-guyane) et devient une anti-colonialiste convaincue.

Elle fait aussi partie de l'équipe de fondation du «Jougwa» et ensuite se retrouvera à «Magwa». Elle publie régulièrement des articles sous le nom de Christine Césaire». Enseignante elle est aussi militante du SGEG (syndicat général des enseignants guadeloupéen-

Ses camarades la décrivent comme discrète, réservée, mais déterminée. Maité, c'est sous ce nom qu'elle faisait aussi des émissions sur Radio Unité depuis novembre 1982, est en prison depuis bientôt six mois.

# DANS LA METALLURGIE **ALLEMANDE**: Les travailleurs en lutte pour les 35 heures.

Après les sidérurgistes français, ce sont les ouvriers de la métallurgie en République Fédérale Allemande qui se sont mis en lutte. Depuis le début de la semaine, la région de Bade-Wurtemberg est paralysée par une grève qui mobilise plus de 10.000 ouvriers. Ceux-ci réclament la journée de 35 heures.

Alors que l'industrie allemande connait une certaine reprise, avec un taux de croissance qui est prêt d'atteindre 5 %, cette année, les travailleurs voient les cadences augmenter. Ils refusent donc de travailler 40h par semaine pour les profits de la bourgeoisie.

Cette grève est contrôlée par l'IG-Metall l'un des syndicats les plus puissants d'Allemagne regroupant plus d'un million de syndiqués. Les négociations entre patronat et syndicats n'ont encore rien donné à l'heure où nous écrivons. La durée du mouvement a donc atteint le secteur de l'automobile. Les pièces de rechange commencent à faire défaut comme cela est le cas pour les usines BMW. Dans certains secteurs de l'automobile les patrons ont mis les ouvriers en chômage technique. Tel est le cas à l'usine Opel. D'autres usines sont menacées par le chômage technique.

La revendication des 35 heures pourrait se généraliser à l'ensemble de la classe ouvrière allemande. Déjà dans le secteur de l'imprimerie, le syndicat du livre réclame aussi les 35 heures. Sil le mouvement tend à se généraliser cela ne semble pas être l'objectif des directions syndicales qui ont déclaré qu'elles «veulent le moins de pertubations économiques

Pour l'instant il n'y a pas eu d'affrontements violents, mais si les locks-out se multiplient dans l'automobile si d'autre part le patronat n'entend pas céder sur leurs revendications, il n'est pas exclu que les travailleurs excédés se moquent des «perturbations économiques» et se mobilisent de façon plus radica-

## LES TRAVAILLEURS DE CITROEN EN GREVE.

Depuis le vendredi 11 mai, les travailleurs de l'usine de montage automobile d'Aulnay. sous Bois occupent l'usine. C'est le syndicat CGT, qui est majoritaire face au syndicat patronal la CSL, qui a organisé l'occupation.

Ce nouveau conflit entre travailleurs et capitalistes de l'industrie automobile, à la même cause que celui qui s'était déroulé à l'usine Talbot. Poissy à la fin de l'année dernière. Sous le prétexte d'une modernisation qui serait nécessaire pour que l'usine continue à fonctionner, la direction de Citroën veut supprimer 6 000 emplois.

Les travailleurs refusent ces licenciements et occupent donc les locaux de l'usine. Ils ont été suivis dans leur mouvement par ceux des usines de Levallois, qui comptent 2400 travailleurs, de Nanterre, 1600 travailleurs, et ceux d'Asnières qui sont en grève et occupent les locaux depuis mardi 15 au matin.

Les occupations se sont jusqu'à présent déroulées sans heurt, mais les travailleurs tiennent ferme face aux CRS qui campent dans les parages de l'usine.

Dans cette nouvelle étape du conflit de l'automobile, la CGT a donc choisi apparemment une position plus ferme que celle qu'elle

avait adoptée lors du conflit Talbot Poissy. Cette fois, la CGT non seulement soutient les occupations des locaux, mais encore, elle l'a elle-même organisée ce qui lui permet d'être en meilleure posture que lors de la grève de Talbot Poissy. Le secrétaire du syndicat CGT de Citroën, M. Akka Ghazi, a annoncé que la lutte serait «très dure», et que l'occupation est en principe illimitée. Mais la CGT se déclare tout de même ouverte à tout moment à des négociations.

A l'inverse de ce qui s'était passé chez Talbot: la CGT n'entend pas donc pas cette fois-ci se laisser déborder par la colère des travailleurs. Elle veut rester maître de la situation, et comme le mécontentement des travailleurs de l'automobile est grand, et grande leur détermination à maintenir leurs emplois, ce syndicat a dû serrer d'un cran sa fermeté vis-à vis des patrons et du gouvernement.

Mais en affirmant bien haut sa volonté de négocier, alors que la direction, elle, n'a pas encore cédé d'un pouce, la CGT semble bien décidée à jouer son rôle d'intermédiaire entre les travailleurs en colère et les patrons aidés par le gouvernement.

### Martinique: SUNWIND ENERGIES: COMMENT LES PATRONS ESCROQUENT LES TRAVAILLEURS

Nous avons reçu d'un ouvrier de l'entreprise Sunwind Energies la lettre publiée cidessous. Notre lecteur nous décrit ainsi les pièges des deux patrons blancs de la Sunwind Energies, deux Suisses, messieurs Simonin et Schmoker qui après avoir monté une entreprise en Martinique et en Guadeloupe veulent se débarrasser des travailleurs les plus combatifs qui y avaient monté une section syndicale CGTM.

«Depuis le mois de décembre 1983, les patrons nous ont proposé de travailler en soustraitance pour eux. Après plusieurs réunions et contestations, les patrons nous ont menacé de faire une cessation d'activités si nous n'acceptons pas cette offre. Les ouvriers se sont affolés de voir leur emploi menacé, ce qui nous a poussé à signer un contrat de soustraitance sans carte d'artisan.

C'est après avoir passé les cours de gestion que nous avons constaté que nous ne pouvions pas travailler dans ces conditions.

Après avoir travaillé les deux premiers mois sans problèmes, le troisième mois, il n'y 'avait pas de matière première et qui dit sans travail, dit sans argent!

Le quatrième mois, c'est-à-dire en avril, le type de chauffe-eau a changé et les patrons ont nettement baissé les prix et n'ont plus respecté le contrat, puisque nous avions signé un contrat de 50 chauffe-eau à 1250 F l'unité par mois, et au mois d'avril, ils nous ont proposé 50 chauffe-eau à 700 francs, nombre de chauffe-eau que n'avons jamais pu réaliser. Sans négociation, sans que les patrons veuillent accepter une proposition du côté ouvrier, ils nous ont répondu que si nous n'acceptons pas ce prix, c'est la porte.

Nous, les 6 ouvriers concernés n'étions pas prêts à travailler à ce prix ni à effectuer plus de 10 heures de travail par jour.

Alors, ces patrons nous ont licenciés sans motif et sans salaire et menacent de nous saquer en faisant en sorte que nous ne trouvions plus de travail en Martinique.»

### Echos du bulletin d'entreprise

«Echos de l'aéroport».

### TROIS EGALE DEUX, OU QUAND LE GOUVERNEMENT DE GAUCHE REINVENTE LES MATHEMATIQUES

Courant avril, trois représentans du Bureau de Piste ont éu des discussions avec le chef de district concernant nos revendications. Notons au passage que les dits collègues n'ont pas encore tenu de réunion en bonne et due forme pour rendre compte de ces discussions.

Il ressort néanmoins de ce qu'on a pu entendre par la bande que le chef de district n'aurait pas fait preuve de mauvaise volonté concernant notre principale revendication, à savoir l'embauche de personnel. Mais il s'est montré plutôt pessimiste sur les possibilités de la voir aboutir, vu la politique actuelle du gouvernement. Le mot d'ordre de ce dernier serait de ne pas même remplacer ceux qui partent à la retraite! Pour trois départs à la retraite, deux embauches

Voilà la politique d'un gouvernement soidisant au service des travailleurs, dont l'une des principales promesses électorales était l'embauche dans la fonction publique...

Si dans les nouvelles mathématiques inventées par Mitterrand et Delors trois égale domaines, en particulier pour le temps de travail et le calcul des impôts...

En tout cas, cela montre que si nous voulons vraiment avoir un effectif suffisamment nombreux pour fonctionner normalement, il nous faudra passer à l'action.

AVIATION CIVILE : Y AURAIT-IL DEUX POIDS, DEUX MESURES A L'EGARD DES PILOTES PRIVES ?

Au début d'avril, un incident avait eu lieu près de la piste de Gardel. Un pilote privé avait effectué un vol en rase-mottes au-dessus d'un groupe de 25 à 30 personnes, dont des femmes et des enfants qui, effrayés se couchèrent à même le sol.

Après avoir effectué diverses acrobaties au-dessus d'un champ de cannes proche, l'avion s'éloigna enfin. Un des membres du groupe survolé par l'avion décida de porter plainte devant les autorités aéronautiques

Ce jour-là, les personnes présentes se livraient à leur passe-temps, l'aéromodélisme. A sa surprise, le plai gnant fut reçu par un responsable du district qui lui posa plus de questions sur l'autorisation qu'il avait de pratiquer l'aéromodélisme que sur l'incident qui aurait pu mettre des vies en danger. Tant et si bien qu'il renonça à déposer plainte.

On aimerait qu'une telle mansuétude à deux, alors qu'ils l'appliquent dans d'autres l'égard du pilote privé s'applique à tous, ou à aucun, car pour des problèmes de documents de bord bien des Antillais notamment sont passés en conseil de discipline. Mais peutêtre cette attitude s'explique-t-elle quand on saura que l'inconscient qui pilotait l'avion ce jour-là n'était autre qu'un CRS en goguette...

ECHOS AU BULLETIN «PLANTA-

#### MENACES DE LICENCIEMENTS DANS L'AIR A L'IRFA

A l'IRFA (Institut de Recherches sur les fruits et agrumes) depuis quelques temps circulent des bruits concernant le licenciement d'une douzaine de camarades travaillant dans le service exploitation des bananes. Le prétex. te invoqué serait la fin du contrat de location d'une douzaine d'hectares et l'intention des pr.opriétaires de ne pas renouveler ce contrat.

Personne n'est encore fixé. Mais les va et vient de l'inspecteur du travail ses déjeuners chez le directeur de la station, ne présagent rien de bon pour nous.

Il ne viendra jamais à l'idée de M. Dartenucq, le directeur, de répartir les camarades de la banane dans les autres services. C'est pourtant chose possible, car depuis plusieurs années les camarades partis à la retraite ou pour d'autres raisons n'ont jamais été rempla-

De toute façon, nous nous arrange. rons, le moment venu, pour le convain. cre que c'est possible d'éviter le licenciement

de nos douze camarades.

SCA-BOULOGNE : LA DIRECTION RAVALESON ARROGANCE.

Un de nos camarades qui avait été victime il y a quelque temps de cela d'un accident avait été affecté à une tâche ne nécessitant pas de gros efforts musculaires. Il avait d'ailleurs fourni un certificat médical.

Et dernièrement, piqué par on ne sait quelle mouche, le responsable de la plantation a décidé de le déplacer et de l'affecter au transport des régimes de bananes. Notre camarade a refusé. Et tous ensemble nous avons arrêté le travail pour le soutenir, et cela pendant une journée. Le lendemain, le responsable, sans doute conseillé par la nuit est revenu sur sa décision.

La leçon de cette grève : «La nuit porte conseil... Mais la grève aussi !».

### Martinique: MORNE ETOILE: LA GREVE SE POURSUIT

Le mouvement de grève des ouvriers de shabitation Morne Etoile à Saint-Pierre qui a démarré le 3 avril continue.

La commission de Conciliation qui a siégé le vendredi 10 mai s'est déclarée incompétente et veut orienter les travailleurs vers les Prud'hommes. Le représentant de la CFTC a pris fait et cause pour les patrons, alors que dans un premier temps il s'était déclaré favora-

Plusieurs syndicats affiliés à la CGTM ont adressé des messages de solidarité aux ouvriers en lutte et ont demandé la réintégration des 5 ouvriers licenciés.

Noël De Reynal, le patron, a utilisé toutes

sortes de mensonges pour dénigrer la lutte des travailleurs. En effet, frappé par la détermination des ouvriers, il annonce que c'est une même famille qui entraîne quelques-uns, ensuite, il voit derrière la grève une organisation politique dont il ne veut pas être l'otage mais dont curieusement il taît le nom!

Avant cela, il faisait circuler un tract dans lequel il annonçait des comptes-rendus d'expert, d'huissier et même une pétition d'ouvriers réclamant du travail!

En dépit de toutes ces manœuvres, les ouvriers tiennent bon et n'ont nullement l'intention de reprendre le travail sans leurs cama-

# Guadeloupe A ROUTHIERS CAPESTERRE, UNE NOUVELLE TERRE OCCUPEE

Depuis un peu plus d'une semaine, un certain nombre de petits planteurs, d'artisans et de travailleurs ont entrepris de défricher plus d'une centaine d'hectares de terres (270 affirment certains), situées dans les hauteurs de Routhiers à Capesterre Belle Eau. Ces terres, avaient été données en concession à M. Valeau, durant le «règne» du gouverneur Sorin. Mais depuis plus de 30 ans affirment certains, ces terres n'ont plus été cultivées.

Alors, les occupants, ont décidé de défricher ces terres et demandent à les ache-

Mais il y a quelques problèmes qui se posent. Tout d'abord que le nombre de

personnes intéressées par ces terres augmente. Et les premiers venus, refusent d'inscrire sur leur liste les derniers arrivants, alors que tous ceux qui viennent sur les lieux ou presque, participent au défrichement et veulent aussi acquerrir un lopin de terres.

D'autre part, certains travailleurs agricoles, pour qui il est de plus en plus difficile de vivre seulement du travail sur les plantations estiment qu'ils ont plus besoin que d'autres de ces terres. Il y a pour le moment environ vingt personnes inscrites sur la liste.

Aucune autorité ne s'est manifestee jusqu'à aujourd'hui, et le défrichage et l'occupation se poursuivent.

### COMMUNIQUE

BAY LA VWA (COMMUNIQUE)

Gwadloup, le 4 Mai 1984 Reprises des émissions de «vwa a pèp gwadloup»

Le 4 Janvier 1984, à l'aube, les forces armées du colonialisme français ont investi et détruit les locaux de RADYO INITE - VWA A PEP GWADLOUP privant ainsi notre peuple d'un important moyen d'information dans sa lutte pour l'indépendance nationale.

La solidarité populaire s'étant organisée «VWA A PEP GWADLOUP» a repris ses émissions sur 91,6 MGH (et bientôt sur 99,5 MGH).

Nos journeaux d'informations sont désormais diffusés chaque jour à 6 H 15 12 H 15 et 18 H 15.

Nos émissions habituelles et quotidiennes reprennent aussi. Cependant quelques problèmes techniques subsistent encore, mais au fur et à mesure qu'ils seront maitrisés, «VWA A PEP GWADLOUP» s'efforcera comme dans le passé de porter toute l'information à tout peuple afin de l'aider à mieux combattre le colonialiste francais, leurs laquais et tous ceux qui veulent maintenir la Gwadloup sous la domination coloniale française.

> AN NOU SANBLE AN NOU LITE POU NOU KASKOD ASI FWANSE

> > Le Bureau Politique du M.P.G.I.

### COMMUNIQUE

Devant son impuissance évidente à contrôler une situation qui lui échappe, le Gouvernement colonialiste Français au cours du conseil des ministres de mercredi dernier (2 mai 1984) a frappé d'interdit une organisation clandestine l'A.R.C. (l'Alliance Révolutionnaire Caraïbe).

Le M.P.G.I. (Mouvement Populaire pour la Guadeloupe Indépendante) - réfute les arguments fallacieux des médias du pouvoir qui tendent à faire croire que l'A.R.C. en est son bras armé

- affirme que ni la dissolution de l'A.R.C., ni les arrestations arbitraires de militants indépendantistes, ou toute autre forme de répression n'arrêteront la marche du peuple Guadeloupéen vers son indépendance Nationale.

AN NOU SANBLE, AN NOU LITE POU NOU KAS KOD ASI FWANSE

Pointe à Pitre, le 4 Mai 1984

### COMMUNIQUE

RADIO BOIS-PATATE INFORME LES AUDI-TEURS QU'ELLE EMET EN MODULATION DE FREQUENCE SUR 91,6 MGH.

### COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'appel de leur Syndicat C.G.T.G., les employés des Ets GOMBAUD SAINTONGE de Pointe-à-Pitre et Basse-Terre observeront une grève d'avertissement de 24 h demain jeudi 10 mai 1984.

Cet avertisement a pour but de soutenir les revendications suivantes :

- libre exercice du Droit Syndical,

paiement d'un treizième mois, paiement d'une prime de vacances,

- paiement d'une prime de transport,
- réorganisation du travail dans les maga-
- respect de la législation en matière d'Hygiène et de Sécurité.

La Section Syndicale CGTG Des Ets GOMBAUD SAINTONGE

Painte-à-Pitre, le 9/05/84

# Nouveau statut d'autonomie interne à caractère «évolutif» pour la Polynésie : mesure prudente pour le maintien des intérêts impérialistes français

L'assemblée nationale française a voté le 10 mai un projet de loi accordant un statut d'autonomie interne à la Polynésie (Tahiti et les îles qui lui sont rattachées). Ainsi, tout comme la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie se voit octroyer un nouveau statut. Ce vote, qui a recueilli l'unanimité moins une voix parmi les députés français, montre s'il en était besoin que de la droite à la gauche, on s'accorde à penser que ce nouveau statut ne remet nullement en cause les intérêts de l'impérialisme français.

Les principales innovations sont les suivantes : en plus de l'assemblée territoriale, qui existait déjà, la Polynésie aura un gouvernement dont le président sera élu par l'assemblée et ce président formera un gouvernement composé de six à dix ministres. Ledit gouvernement sera responsable devant l'assemblée territoriale. La Polynésie disposera d'un drapeau et d'un hymne, qui pourront côtoyer le drapeau tricolore et la Marseillaise.

Ces mesures symboliques pourront peutêtre satisfaire les moins exigeants des nationalistes, mais pour connaître la portée réelle de ce changement de statut, il faut examiner quels sont les pouvoirs réels du futur gouvernement autonome de la Polynésie.

En fait, ces pouvoirs seront relativement limités. Ils s'appliqueront notamment à l'organisation des services publics," à l'enseignement jusqu'au premier cycle du second degré (classe de troisième), à la réglementation des prix et tarifs au niveau du commerce intérieur et aux restrictions quantitatives à l'importation, dont ils fixeront le programme annuel et détermineront le montant des devises qu'ils demanderont à l'Etat.

C'est peut-être mieux que ce qui existait auparavant, mais pour les décisions importantes en matière d'économie, ou même pour des accords techniques ou culturels avec des pays voisins, il faudra en passer par l'autorisation du gouvernement français ou de son représentant, le haut-commissaire. Quant à l'armée ou à la police, c'est-à-dire la force armée sans laquelle il n'est pas de pouvoir réel, elles restent sous le contrôle du gouvernement français.

L'impérialisme français, on le voit, ne prend pas de grands risques en accordant cette autonomie interne. Ce faisant, il fait néanmoins des concessions aux aspirations nationales qui se développent dans la population de ces pays, et en particulier dans la jeunesse. Le statut accordé a été défini comme «évolutif», c'est-à-dire qu'il peut très bien par la suite évoluer vers une indépendance.

En fait, on assiste en ce moment en Polynésie comme en Nouvelle-Calédonie à une nouvelle phase de la politique de l'impérialime français, semblable à celle qui fut appliquée à Djibouti par exemple, ou dans les colonies britanniques des Antilles, telles la Dominique ou Antigue où un statut d'autonomie fut appliqué avant que ne soit octroyée l'indépendance.

Mais avant d'accorder celle-ci, l'impéria-

lisme tient à prendre ses précautions, afin d'être sûr que, même après l'indépendance, ses intérêts essentiels, tant politiques qu'économiques, seront préservés.

C'est ce qui explique le caractère très mesuré des pouvoirs accordés au futur gouvernement autonome de la Polynésie : on lâche doucement la bride, mais on ne précipite pas les choses, afin de pouvoir mettre en place des hommes et des institutions qui ne seront pas, dans l'avenir, un obstacle à la présence de l'impérialisme.

Pour l'instant, tout semble se passer conformément aux plans de l'impérialisme français et de ses gouvernants. Mais rien ne dit qu'à l'avenir, les peuples de Polynésie ou de Nouvelle-Calédonie se contenteront d'un semblant de pouvoir et accepteront sans broncher d'être spoliés.

# SALVADOR retour de Napoléon Duarte à la présidence : l'impérialisme américain est toujours maître du jeu.



Au Salvador, la misère due à l'exploitation capitaliste.

Au Salvador, les élections présidentielles qui se déroulaient le 6 mai dernier ont donné la majorité des voix à Napoléon Duarte, le candidat de la démocratie chrétienne.

Celui-ci a obtenu 53,6 % des suffrages exprimés, contre 46 % des voix face à son principal adversaire le major Roberto d'Aubuisson, représentant de l'extrême-droite parmi laquelle on retrouve les fameux «Escadrons de la mort».

Dans les premiers résultats connus, l'accent n'a pas été mis sur l'abstention d'une forte partie de la population qui ne se reconnait dans aucune de ces formations, ni sur l'abstention venant des régions plus ou moins contrôlées par la guérilla.

Malgré tout, on assiste à un retour de Napoléon Duarte qui était déjà président de la république avant les élections d'avril 1982.

Dès son élection, Duarte a signé un accord avec une autre formation libérale, l'Action Démocratique, dans le but de conforter sa fragile majorité face à une autre droite plus musclée, celle de l'ARENA parti de d'Aubuisson et à l'extrême droite.

Duarte a annoncé qu'il entendait partir, «à la conquête de la paix». Mais on peut tout de suite dire que de paix, il n'y en aura pas pour la population du Salvador, pas plus qu'il n'y en a eu sous la junte au pouvoir entre 1982 et 1984, pas plus qu'il n'y en a eu sous le précédent gouvernement Duarte avant 1982.

Le Salvador, petit pays de la côte pacifique de l'Amérique Centrale est le type même des pays dominés complètement par l'impérialisme américain. Les gouvernements qui se succèdent perpétuent le règne de quelques grandes familles vivant de miettes que laissent les sociétés américaines qui écrasent littéralement le reste de la population.

Le Salvador qui était encore en 1980 le 7 ème producteur du monde de café, vit au rythme des cours mondiaux de ce produit,

alors que les productions vivrières, par exemple, sont extrèmement faibles et insuffisantes.

Le niveau de vie des habitants est le plus faible des pays de l'Amérique Centrale.

C'est dire que la «Paix» que Duarte, lui aussi soutenu par l'impérialisme US, promet, ne pourrait être qu'une paix des forts, de ceux qui exterminent les paysans révoltés, les militants syndicaux, pour que règne l'ordre des riches.

D'ailleurs, le jour même où les résultats des élections présidentielles étaient proclamés à San Salvador, la capitale, la chambre des représentants américaine votait un projet d'aide militaire se chiffrant à 132 millions et demi de dollars pour 1985, ainsi qu'une rallonge de 120 millions de dollars pour les derniers mois de 1984.

Cette aide militaire est destinée à renforcer l'action gouvernementale du Salvador dans sa lutte contre la guérilla que mène en particulier le Front de libération national «Farabundo Marti». Cette lutte d'opposition s'est développée dans une partie importante du pays et depuis 4 ans la guérilla y a mené des actions d'envergure.

Le renforcement de l'aide militaire est aussi destiné à s'opposer par la force à toute autre forme de lutte des pauvres contre la situation qu'ils subissent.

Alors, le retour de Duarte ne peut laisser aucune illusion sur une quelconque évolution favorable de la situation de la population de ce pays.

L'impérialisme américain soutient tour à tour des gouvernements de la droite militaire, puis de la droite libérale, quitte à laisser ces derniers créer des illusions sur une soi-disant volonté de faire respecter les droits de l'homme. Mais il reste pour l'instant le maître du jeu, Et il est prêt à tout faire pour ne pas perdre sa chasse gardée dans ces pays de l'Amérique centrale et du Sud.

# BIENTÔT LA FÊTE DE COMBAT OUVRIER

TRAVAILLEUSES, TRAVAILLEURS, LECTEURS DE COMBAT OUVRIER, AMIS, SYMPATHISANTS,

Bientôt ce sera la fête de Combat

Elle se déroulera du samedi 30 juin à partir de 16 heures jusqu'au dimanche 1 er juillet à 20 heures.

Vous y trouverez la même ambiance chaleureuse et fraternelle qu'au Gala que vous êtes nombreux à connaître.

#### UNE FETE EN PLEIN AIR

Tout d'abord, il faut savoir que la fete se déroulera en plein air, dans un cadre agréable, celui de l'Eden, à Daubin (Petit Bourg) au milieu des arbres, de la fraicheur naturelle.

Mais vous disposerez de toutes les installations de l'Eden : salle de spectacle, bar, restaurant, discothèque... pour vous détandre

#### UN PODIUM POUR DES ARTISTES

En plein air sera disposé un podium où artistes de différents types se succèderont pendant deux jours pour vous distraire

#### TIERAL DU SAMEDI SOIR

ET LE BAL DU SAMEDI SOIR
La nuit du samedi sera celle du grand bai

### LE REPAS FRATERNEL DU DIMAN

Dimanche 12 h 30 : tous ceux qui le désirent pourront participer au repas fraternel! Mais retirez vite votre carte de repas au prix iuste de 50 F (tout compris!).

#### STAND, JEUX, EXPOSITIONS, LIVRES

Dès le samedi 16 heures, la fête s'ou vrira sur des stands de jeux de différent type, une grande librairie où plusieurs de nos camarades seront à votre disposition pour aider votre choix de livres!

#### PROJECTION DE FILMS ET DE MON-TAGES DE DIAPOSITIVES

Des projections de montages de dia-

positives sur différents sujets scientifiques, historiques, ainsi que la projection de films selon un programme qui vous sera communiqué à l'avance, sont prévues.

#### **BOISSONS ET RESTAURATION**

Des buvettes et snacks bars vous permettront de vous rafraichir et restaurer.

#### UN MOMENT POUR RENCONTRER LES MILITANTS DE COMBAT OU-VRIER

Pour ceux qui veulent mieux nous connaître, et connaître nos idées, un stand où vous pourrez rencontrer des militants de Combat Ouvrier est prévu.

#### DEBATS

Des débats sur différents sujets techniques, politiques ou sociaux sont également prévus, animés par des personnalités du monde littéraire universitaire ou autre.

#### CRECHE - GARDERIE

Pour les petits et pour la tranquillité des parents pendant la fête, une crèche qui de le sera organisée.

#### LA PARTICIPATION ET LE SOUTIEN!

Nous sommes encore aujourd'hui en pleine phase de préparation de cette fête. Que cela ne vous, empeche pas de prendre dès aujourd'hui votre carte d'entrée qui vous donne droit à la participation à tous les spectacles et au bal du samedi soir.

Bien évidemment, l'organisation de cette fete nous occasionne de nombreux frais et cela nous conduit à vous réclamer 50 F pour à la fois participer aux frais et nous soutenir dans l'action que nous menons au sein de la population pour l'apparition un jour d'une société plus juste et plus fraternelle. Nous voulons qu'au moins cette fete revete le caractère de cet te fraternite. C'est pourquoi nous espérons que vous serez nombreux à y participer.

2 mai 1984 COMBAT OUVRIER.

### Suite de l'éditorial

mieux faire accepter la même politique favorable aux patrons et aux riches possédants.

En fait c'est plus la manière de faire accepter sa politique de restructuration que le gouvernement Mauroy semble modifier que les résultats auxquels il entend parvenir.

### COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR Adresser toute correspondance : EN GUADELOUPE à Gérard BEAUJOUR B.P. 214 97110 POINTE-A-PITRE EN MARTINIQUE B.P. 386 97204 FORT-DE-FRANCE EN FRANCE écrire à : COMBAT OUVRIER Mr DUFEAL Poste Restante Paris 113 Place de l'Hôtel de Ville 75004 PARIS **IMPRESSION** Imp. ERAVILLE & Fils S.AR.L. Commission paritaire